

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix – Travail – Patrie

MINISTERE DE L'EAU ET DE L'ENERGIE

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION DES ENERGIES
RENOUVELABLES ET DE LA MAITRISE DE
L'ENERGIE

REPUBLIC OF CAMEROON

Peace – Work – Fatherland

MINISTRY OF WATER RESOURCES AND ENERGY

SECRETARIAT GENERAL

DEPARTMENT OF RENEWABLE ENERGIES AND
ENERGY MANAGEMENT

**AVIS DE SOLlicitATION A MANIFESTATION D'INTERET N°
00000003 /ASMI/MINEE/SG/DERME/20 DU 18 MARS 2020, POUR LA
SELECTION DES CABINETS CHARGE DE LA REALISATION DES ETUDES EN VUE
DE LA REALISATION DE BIO DIGESTEURS DANS LES PRISONS DE MAROUA,
KOUSSERI ET GAROUA.
(FINANCEMENT: BIP 2020)**

Le Ministre de L'Eau et de l'Energie se propose par le présent Avis à Manifestation d'Intérêt Ouvert, d'arrêter une liste restreinte de Cabinets nationaux qualifiés à soumissionner pour la réalisation des études pour en vue de la réalisation de biodigester dans les prisons de Maroua, Kousseri et Garoua, financés par les ressources de l'Etat exerce pour le compte de l'année budgétaire 2020.

1.CONTEXTE

Le Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE) stipule en ces termes en son article 157 : « les autorités camerounaises mettront l'accent sur la promotion de l'utilisation des énergies renouvelables et la rationalisation de la consommation du bois de feu. ». Ces propos nous donne de comprendre la place de choix qu'occupe les énergies renouvelables dans le processus de développement du Cameroun. Ainsi, l'exploitation des déchets issus de la biomasse animale et végétale pour la production du biogaz à partir des biodigesteurs se présente comme une opportunité de développement des énergies renouvelables.

Ainsi, quelques actions dans la construction des biodigesteurs ont été menées à nos jours par le Gouvernement et par les certains organismes. L'on peut citer :

- Dans le cadre de la promotion et de développement au Cameroun, le Ministère de l'Eau et de l'Energie a lancé en 2010 avec la collaboration de l'organisation Néerlandaise de Développement (SNV), un programme de construction de 3000 biodigesteurs domestiques dont le biogaz produite devait principalement servir à la chaleur (cuisson des repas). À la fin du programme, environ 300 biodigesteurs ont été construits ;
- le Centre National d'Études et d'Expérimentation des Machines Agricoles (CENEEMA) qui a construit 29 installations de production de biogaz, dont 17 (1 – 10 m3) dans le Nord-Ouest et le Littoral entre 1979 et 1983 ;
- la Cameroon Baptist Convention (CBC) qui a construit des biodigesteurs dans les hôpitaux de Bingo et Kumbo
- le Centre Opérationnel pour la Promotion et la Régénération Économique et Social Secteur Afrique (COPRESSA) qui a construit plusieurs biodigesteurs dans la région de l'Extrême – Nord Cameroun avec la coopération Belge.
- l'Hygiène et Salubrité du Cameroun (HYSACAM) dans le cadre des projets MDP dont l'un des objectifs est de réduire les émissions de Gaz à Effet de Serre, la société a mis sur pied dans son site de Nkolfoulou à Yaoundé, un système de captage de gaz à des fins de Torchage.

- En 2007, le MINJUSTICE avec l'appui financier de l'Union Européenne, dans le cadre de la phase 2 du Programme d'Amélioration des Conditions de Détention Et Respect des Droits de l'Homme (PACDET II) a construit 08 biodigesteurs dans les prisons centrales du Cameroun.

Ces quelques actions pourraient constituer une goutte d'eau dans la mer, vu que selon la Contribution Prévue Déterminée au Plan National (CPDN), la part des énergies renouvelables dans le bouquet électrique à l'horizon 2035 est de 25%. En attendant d'atteindre le niveau industriel de production d'énergie électrique à partir des centrales à biogaz, il serait judicieux de continuer la promotion de la production du biogaz pour la cuisson comme constaté dans les cas cités ci-dessus.

Le milieu carcéral se présente comme un lieu de production de fèces dont la valorisation énergétique peut contribuer à améliorer les conditions de vie des détenus, diminuant ainsi la consommation du bois de chauffe. Ainsi, dans cette optique, le ministère de l'Eau et de l'Énergie au travers de la Direction de Énergies Renouvelables et de la Maîtrise de l'Énergie envisage réaliser des études en vue de la construction d'un biodigester à la prison principale de Kousséri en remplacement de celui non fonctionnel existant.

Pour la mise en œuvre de ce projet, le Ministre de l'Eau et de l'Énergie conformément à la réglementation en vigueur relatif au Code des Marchés Publics, compte procéder à la présélection du cabinet qui participera à l'Appel d'Offres National Restreint dans l'optique de faire lesdites études.

2.OBJET DE L'AVIS

Le présent Avis de sollicitation à Manifestation d'Intérêt vise la sélection des cabinets Camerounais spécialisés dans les énergies renouvelables (Biogaz) et qui désirent participer à la pré-qualification pour la réalisation d'études.

3.DESCRPTION DES PRESTATIONS

Les prestations objet du présent Avis de Sollicitation à Manifestation d'Intérêt consistent à :

- La réalisation des avant projets sommaires (APS) ;
- La réalisation des Avant projets détaillées (APD) ;
- l'élaboration des projets de DAO pour la réalisation des travaux.

Les prestations seront financées par le budget des exercices 2020.

4.CRITERES DE QUALIFICATION

- 4.1. Être un Cabinet installé au Cameroun ;
- 4.2. Justifier des capacités Techniques et financières requises notamment :
 - Présenter un dossier administratif conforme
 - Avoir une bonne expérience dans le domaine du Bio gaz;
 - Disposer et justifier d'un équipement technique adéquat capable de fournir des résultats précis (photos et référence des appareils);
- 4.3. N'avoir jamais fait l'objet d'un constat de carence technique ou financière dans le cadre d'un suivi et ou d'une étude de marchés antérieurs relevant du domaine de l'eau au MINEE ;

5.COMPOSITION DU DOSSIER DE CANDIDATURE

Les candidats devront fournir un dossier technique composé de :

- 5.1. **Les références du Cabinet dans les prestations d'études dans le domaine des énergies renouvelables (biogaz)**

Le candidat présentera ses références dans le domaine au cours des cinq dernières années. Pour être valide, la référence devra être justifiée par les éléments suivants:

- ✓ Le nom du maître d'ouvrage ;
- ✓ Les copies des contrats signés (première et dernière page) ;
- ✓ Le lieu d'exécution du projet ;
- ✓ La copie du procès-verbal de réception ;
- ✓ Le certificat de bonne fin délivrée par le maître d'ouvrage ou ses services ou l'attestation de main levée de la caution de bonne fin ;
- ✓ Une autorisation signée du Directeur Général permettant de saisir le maître d'ouvrage indiquée pour la vérification des informations relatives à la référence donnée ;

5.2. La liste et les qualifications du personnel clé

Le Consultant fournira la liste du personnel clé spécialisé prioritairement en énergies renouvelables et Génie Civil, accompagnée des pièces suivantes pour chaque expert, datées de moins de trois (03) mois :

- ❖ CV daté et signé par le concerné ;
- ❖ L'attestation de disponibilité des experts au moment des prestations ;
- ❖ La copie certifiée du diplôme de chaque personnel datant de moins de trois (03) mois;

Il est rappelé que les fonctionnaires en service ne sont pas éligibles, excepté ceux ayant une mise à disposition.

5.3. Les moyens logistiques, techniques et matériels

Le candidat devra justifier des moyens logistiques, techniques et matériels en sa possession, nécessaires à la réalisation des prestations et signer un certificat de vérification autorisant le maître d'ouvrage à vérifier l'effectivité dudit matériel.

Pour cela, il devra fournir une liste précisant l'âge, les photos et la description technique des moyens dont il dispose, avec justification de la propriété (photocopies certifiées des cartes grises et/ou des factures) ou présentation de la convention de location.

NB : Toute fausse déclaration entraînera le rejet automatique de l'offre du soumissionnaire.

6. CRITERES D'EVALUATION DU DOSSIER TECHNIQUE

L'évaluation du dossier technique sera faite sur 100 points sur la base des critères ci-dessous :

1. Organisation (7 points)	
2. bilan comptable des 05 dernières années (3 points)	
3. Expérience Générale du consultant (EG) durant les 5 dernières années (5 points)	
4. Expérience dans les études et/ou contrôle (E/C) les 5 dernières années (25 points)	
5. Moyens matériel (15 points)	
6. Moyens humains (45 points)	

Seuls les candidats qui auront totalisé, à l'issue de l'évaluation, une note technique au moins égale à soixante-dix (70) points sur cent (100), seront retenus.

7. Acquisition des documents

L'acquisition des documents relatifs au présent Avis d'appel à manifestation d'intérêt est gratuite.

Les Cabinets pré-qualifiés seront invités individuellement à soumissionner pour la suite des prestations relatives à la réalisation des études pour en vue de la réalisation de bio-digesteur dans les prisons de Maroua, Kousséri et Garoua.

Les informations complémentaires, dès publication du présent avis seront disponibles au secrétariat de la Direction des Energies Renouvelables et de la Maitrise de l'Energie du Ministère de l'Eau et de l'Energie sise à la nouvelle route Omnisports.

8. Présentation générale des offres

Le consultant préparera deux offres réunies dans un même dossier séparées par les intercalaire de couleurs différents que celles des pages ordinaires. Chaque offre présentera les pièces suivantes :

8.1. L'offre administrative

Les pièces administratives suivantes devront, sous peine de rejet, être impérativement produites en originaux ou en copies légalisées par l'autorité émettrice, datant de moins de trois (03) mois :

1. le Registre de Commerce ;
2. la déclaration d'intention de soumissionner faisant connaître les noms, prénoms, qualité du signataire timbrée au tarif en vigueur ;
3. l'accord de groupement le cas échéant ;
4. une attestation de non faillite établie par le Tribunal de Première Instance du lieu de résidence du soumissionnaire, datant de moins de trois (3) mois ;
5. une attestation de domiciliation bancaire du soumissionnaire, délivrée par une banque de premier ordre agréé par le Ministère des Finances ;
6. une attestation pour soumission du Directeur Général de la CNPS certifiant que le soumissionnaire a effectivement versé les sommes dont il est redevable vis-à-vis de cette institution ;
7. une attestation de non redevance fiscale délivrée par le Directeur Général des Impôts ou son mandataire ;
8. une attestation de non exclusion des marchés publics délivrée par l'Agence de Régularisation des Marchés Publics (ARMP) ;
9. un certificat d'imposition.

8.2. L'offre technique

Le dossier technique devra comprendre :

1	Capacité financière
2	Expérience du Cabinet : <i>Expérience générale</i>
3	Expérience du Cabinet: <i>Expérience dans les études similaires (énergies Renouvelables, collectes des données, inventaires...)</i>
4	Organisation, méthodologie d'exécution de la mission
5	Matériel, moyens logistiques et techniques de mise en œuvre
6	Composition de l'équipe de travail : Qualifications et expérience du personnel clé proposé pour la mission (CV, diplômes certifiés)
7	Une autorisation signée du Directeur Général du Cabinet permettant de saisir le Maître d'Ouvrage pour la vérification des informations données.

8.3. Remise des offres

Chaque offre rédigée en français ou en anglais en sept (07) exemplaires dont l'original et six (06) copies marqués comme tels devra parvenir à la Direction des Energies Renouvelables et de la Maitrise de l'Energie du Ministère de l'Eau et de l'Energie le **15 AVR 2020** à 10 heures, heure locale. Passé ce délai, aucune offre ne peut être acceptée, modifiée ou retirée. Chaque offre constituée en une enveloppe unique devra porter la mention :

AVIS DE SOLlicitation A MANIFESTATION D'INTERET N° **00 000 00 3**
/ASMI/MINEE/SG/DERME/19 DU **18 MARS 2020** POUR LA SELECTION DES CABINETS CHARGE DE LA

REALISATION DES ETUDES EN VUE DE LA REALISATION DE BIO DIGESTEURS DANS LES
PRISONS DE MAROUA, KOUSSERI ET GAROUA.
(FINANCEMENT: BIP 2020)

A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement »

LE MINISTRE DE L'EAU ET DE L'ENERGIE

Ampliations :

- MINMAP ;
- ARMP ;
- SOPECAM (pour publication) ;
- MINEE/DERME ;
- CMPM du MINEE pour information ;
- Affichage au MINEE ;
- Services des Marchés/MINEE ;
- www.minee.cm ;
- CHRONO ;
- ARCHIVES.



[Signature]
EROTENDOU ESSOMBA Gaston

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix – Travail – Patrie

MINISTERE DE L'EAU ET DE L'ENERGIE

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION DES ÉNERGIES RENOUVELABLES
ET DE LA MAITRISE DE L'ÉNERGIE

REPUBLIC OF CAMEROON

Peace – Work – Fatherland

MINISTRY OF WATER RESOURCES AND ENERGY

SECRETARIAT GENERAL

DEPARTMENT OF RENEWABLE ENERGIES AND
ENERGY MANAGEMENT

CALL FOR EXPRESSION OF INTEREST

00000003

/ASM/MINEE/SG/DERME/20 OF

30 MARS 2020

**FOR THE SELECTION OF THE FIRM IN CHARGE OF CARRYING OUT STUDIES WITH A VIEW TO BUILT
BIO-DIGESTERS IN THE PRISONS OF MAROUA, KOUSSERI AND GAROUA.**

(FUNDING: PIB 2020)

The Minister of Water and Energy hereby launches a call for expression of interest to draw up a shortlist of qualified national firms to tender for the realization of studies for the purpose of building bio digesters in the prisons of Maroua, Kousseri and Garoua, financed by the resources of the State for the financial year 2020.

1.Context

The Growth and Employment Strategy Document (DSCE) stipulates in its terms in article 157: "the Cameroonian authorities will emphasize the promotion of the use of renewable energies and the rationalization of the consumption of firewood. ". These words give us an understanding of the special place occupied by renewable energies in the development process of Cameroon.

Thus, the exploitation of waste from animal and plant biomass for the production of biogas from bio-digesters presents itself as an opportunity for the development of renewable energies.

Thus, some actions in the construction of bio digesters have been carried out to the present day by the Government and by certain organizations. We can quote:

- As part of promotion and development in Cameroon, the Ministry of Water Resources and Energy launched in 2010 with the collaboration of the Dutch Development Organization (SNV), a construction program of 3000 domestic bio digesters whose biogas produced was mainly used for heat (cooking meals). At the end of the program, around 300 bio digesters were built;
- the National Center for Studies and Experimentation of Agricultural Machines (CENEEMA) which built 29 biogas unit production, including 17 (1 - 10 m3) in the North West and the Littoral between 1979 and 1983;
- the Cameroon Baptist Convention (CBC) which built bio digesters in the hospitals of Bingo and Kumbo
- the Operational Center for Economic and Social Promotion and Regeneration in the African Sector (COPRESSA) which has built several bio digesters in the Extreme - North Cameroon region with Belgian cooperation.
- Hygiene and Sanitation in Cameroon (HYSACAM) as part of CDM projects, one of the objectives of which is to reduce greenhouse gas emissions, the company has set up a site at Nkolfoulou in Yaoundé gas capture system for flaring purposes.
- In 2007, MINJUSTICE with the financial support of the European Union, within the framework of phase 2 of the Program for the Improvement of Conditions of Detention and Respect for Human Rights (PACDET II) built 08 bio-digesters in the central prisons of Cameroon.

These few actions could constitute a drop in the ocean, since according to the National Plan Determined Contribution (INDC), the share of renewable energies in the electricity mix by 2035 is 25%. Until the industrial level of electric power production from biogas plants is reached, it would be wise to continue promoting the production of biogas for cooking as noted in the cases cited above.

The prison environment presents itself as a place for the production of faeces whose energy recovery can contribute to improving the living conditions of prisoners, thereby reducing the consumption of firewood. In this perspective, the Ministry of Water and Energy through the Department of Renewable Energy and Energy Management plans to carry out studies with a view to building a bio-digester at the main prison of Kousseri to replace the existing non-functional one.

For the implementation of this project, the Minister of Water Resources and Energy in accordance with the regulations in force relating to the Code of Public Procurement, intends to preselect the cabinet which will participate in the National Tender Restricted with a view to carrying out studies.

2. SUBJECT

This call for expression of interest is aimed at the selection of Cameroonian firms specialized in renewable energies and wishing to participate in the pre-qualification for the conduct of studies.

3. SCOPE OF WORK

The services of this call for expression of interest consists in:

- The realization of pre-feasibility studies (APS);
- The realization of Detailed feasibility studies (APD);
- The realization of works' tender file.

The services shall be financed by the public investment fund for 2020 financial year.

4. QUALIFICATION CRITERIA

- 4.1. Be a consulting firm with headquarters in Cameroon;
- 4.2. Justify required technical and financial capacities notably:
 - Present a compliant administrative file;
 - Good experience in renewable energy project studies including hybridization of thermal power plants;
 - Own and justify adequate technical equipment capable of producing precise results (pictures and reference apparatus);
- 4.3. Has never been noticed of portraying any financial or technical deficiency within the frame work of follow-up and or any past contract under the Ministry of Water Resources and Energy.

5. FILE COMPOSITION OF THE CANDIDATE

The candidates shall provide a technical file made up of the following:

5.1 The references of the consulting firm in similar studies in the domain of renewable energies. (biogas)

The candidate would present references in the field of renewable energies during the last five years. For validity, the candidate will have to justify the references by providing the following elements:

- ✓ The name of the contracting authority;
- ✓ Signed copies of the contracts (first and last pages);

- ✓ Place of execution of the project;
- ✓ A copy of reception minutes;
- ✓ A certificate of good standing issued by the contracting authority or its services or the certificate of hand-raising of the performance bond;
- ✓ An authorization signed by the director general, enabling the rightful contracting body to be addressed a correspondence for verification of information with respect to the given references.

5.2. List of Key Personnel and their qualifications

The consultant should provide a list of key personnel specialized as a priority in renewable energies and civil engineers, accompanied by the following papers for each expert, dated not later than three (03) months:

- ❖ CV dated and signed by the concerned;
- ❖ Attestation of the availability of the experts at the time of work;
- ❖ Certified copies of diplomas of the concerned not later than three (03) months;

It is worth noting that civil servants are not eligible except those who are put at such disposition.

5.3. Logistical means, techniques and materials

The candidate should justify the possession of logistical means, techniques and material necessary for the realization of services and sign an authorization that can permit for verification by the contracting authority such as to verify the effectiveness of the said materials.

For this reason, he will have to provide a list specifying ages, photos and a technical description of means at his disposal together with justification of the property (certified copies of gray card and/or bills) or presentation of the rental agreement.

NB: Incomplete files with false declarations will be simply rejected.

6. EVALUATION CRITERIA OF TECHNICAL FILES

The evaluation of technical files will be done on 100 based on the criteria below:

1. Organization (7 points)	
2. Accountability of the last five years (3 points)	
3. General experience of the consultant during the last five years (5 points)	
4. Five years experience on study and contro (25 points)	
5. Material means (15 points)	
6. Human resources (45 points)	

Only candidates with an average of 70% out of 100 would be selected.

7. Acquisition of documents

The acquisition of documents related to this call for interest is free.

The Pre-qualified study offices would be invited on individual note to submit for further calls for expression of interest in relation to the management of rural hydraulic works for the Ministry for Water Resources and Energy, financial year 2020. Complementary information, relating to publication of this tender is available at the secretariat of the Department of Renewable Energies and Energy Management of the Ministry for Water and Energy situated at Nouvelle Route Omnisport.

8. General presentation of tenders

The consultant would prepare two bids joined together in the same file but separated by interleaves of different colors than those of the ordinary pages. Each tender would have the following components:

8.1. The administrative file

The following administrative papers are indispensable, otherwise pending rejection, be produced as originals or legalized by a competent authority dated less than three months from the date of signature:

- Business register;
- A stamped letter of intent, duly signed and dated by the bidder;
- An accord for group existence except otherwise;
- A certificate of non-conviction issued the court of first instance of the place of residence of the bidder not later than three months old;
- A certified true copy of location of the premises from renounced bank from the Ministry of Finance.
- An attestation of a submission bill from the general director of CNPS to certify a reimbursable sum of money by this institution;
- A certificate of no tax royalty issued by the Director General of taxes or his representative;
- A certificate of non-exclusion from public contracts issued by the Public Market Regulation Agency.

8.2. Technical file

The technical file should comprise the following:

1	Financial Capacity
2	Experience of the technical engineering office or general experience
3	Technical experience of the technical engineering office, in related fields,
4	Organization, methodology of the execution of the mission
5	Materials, logistic means and techniques of implementation.
6	Composition of team work : Qualifications and experience of key personnel proposed for the said mission (CV, certified diplomas)
7	An authorization signed by the Director General that can serve as a reference for the contracting authority to verify the information with respect to the given references;

8.3. Submission of bids

Each bid written in French or English, in seven (07) copies, including the original and six (06) copies marked as such, must reach the Department of Renewable Energies and Energy Management of the Ministry for Water Resources and Energy on the **15 AVR 2020** at 1 pm locale time. After the deadline, no tender file shall

be accepted, modified or removed. Each tender file consisting of a single envelope should carry the following information:

00 000 003

CALL FOR EXPRESSION OF INTEREST

N°

/ASMI/MINEE/SG/DERME/20 OF

18 MARS 2020

FOR THE SELECTION OF THE FIRM IN CHARGE OF CARRYING OUT STUDIES WITH A VIEW TO
BUILT BIO DIGESTERS IN THE PRISONS OF MAROUA, KOUSSERI AND GAROUA.

(FUNDING: PIB 2020)

To be opened only during evaluation

THE MINISTER OF WATER RESOURCES AND ENERGY

Ampliations :

- MINMAP ;
- MINEE/DMRE ;
- Display at MINEE ;
- SOPECAM (pour publication) ;
- ARMP ;
- www.minee.cm ;
- CPM du MINEE for information ;
- Contracts offices/MINEE ;
- CHRONO ;
- ARCHIVES.

